OFFICIEL.

LEGISLATURE D'ETAT.

JOURNAL DU SENAT.

VENDREDI, 6 mars 1846.

Le Sénat s'est assemblé conformément à l'ajournement.

L'honorable Trasmond Landry, lieutenant gouverneur et président du Sénat en vue le fauteuil.

Ordre Spécial du Jour.

2de. Lecture.

Le Sénat s'occupe du bill pour déplacer le siège du gouvernement.

La première section conçue ainsi qu'il suit, est lue :

Section 1ère. Il est décrété, etc., que conformément à l'article cent douze de la Constitution, la ville de Baton Rouge dans la paroisse Est Baton Rouge, est et demeure par le présent acte choisie et désignée comme siége du gouvernement.

M. Kenner propose d'amender la dite section en changeant les mots "la ville de Baton Rouge, dans la paroisse Est Baton Rouge."

Cet amendement est rejeté.

Sur motion de M. Marks, la dite première section est adoptée.

La seconde section conçue ainsi qu'il suit est adoptée :

Il est de plus décrété, etc., qu'à dater du premier jour de janvier mil huit cent quarante-neuf, la législature se réunira dans la ville de Baton Rouge, et les différents officiers de l'Etat y tiendront leurs bureaux.

La troisième section conçue ainsi qu'il suit, est adoptée :

Section 3. Il est de plus décrété, etc., que trois commissaires seront nommés par le gouverneur, de concert et conséquemment du Sénat, à l'effet de choisir et désigner les situations offertes par la ville de Baton Rouge, et celle leur paraîtra la plus convenable, de veiller à l'exécution de tous travaux qui devront être faits pour la construction des édifices à l'usage de la législature et des officiers de l'Etat.

M. Davis propose d'amender la dite section en effaçant les mots "de veiller à l'exécution des travaux que nécessiteront l'érection" et ajouter à leur place les mots "de louer et de veiller à l'ameublement."

M. Brashear fait la motion de déposer le dit amendement sur le bureau.

Cette motion prévaut.

Sur motion la troisième section est adoptée.

La quatrième et dernière section du dit bill, conçue ainsi qu'il suit, est lue et adoptée :

Section 3. Que dans le cas où il surviendrait une vacance pendant le recès de la législature, parmi les commissaires nommés, soit par cause de mort, de démission ou de refus, le gouverneur est et demeure autorisé à remplir la dite vacance.

Sur motion et après dispense des règles, le dit acte est lu 3me lecture et passé.

Sur motion de M. Marks et après dispense des règles, le secrétaire informe la Chambre du concours du Sénat au dit bill.

M. Taylor présente une pétition de Baptiste Adelle, paroisse Natchitoches, demandant à émanciper Desirée Antoine et ses enfants.

Sur motion la dite pétition est renvoyée au comité judiciaire.

M. Soniat, au nom du comité judiciaire présente le rapport suivant :

Le comité judiciaire présente le rapport suivant sur les différentes pétitions, lesquels ont été renvoyés à son examen.

Le Comité judiciaire peut approuver le mode suggéré dans l'acte No. 21, d'ôter les juges qui doivent présider les élections municipales.

Dans une ville comme la Nouvelle-Orléans, et vu les influences qui résultent de l'exécution de l'esprit de ces élections préliminaires seraient souvent des scènes de désordre et pourraient dans beaucoup d'occasions produire la plus déplorable confusion.

Le comité a l'honneur de soumettre le rapport.

Le No. 22, présente le mode selon lequel seront faites les élections de fonctionnaires publics à l'exception de ceux, en vertu de la charte de la ville de la Nouvelle-Orléans.

Le comité a incorporé dans ce bill une disposition qui a pour objet d'éviter en cas de refus du greffier de la Cour Supérieure de la Nouvelle-Orléans de livrer les différents officiers de l'Etat y tiendront leurs bureaux.

La troisième section conçue ainsi qu'il suit, est lue :

Section 3. Il est de plus décrété, etc., que trois commissaires seront nommés par le gouverneur, de concert et conséquemment du Sénat, à l'effet de choisir et désigner les situations offertes par la ville de Baton Rouge, et celle leur paraîtra la plus convenable, de veiller à l'exécution de tous travaux qui devront être faits pour la construction des édifices à l'usage de la législature et des officiers de l'Etat.

M. Davis propose d'amender la dite section en effaçant les mots "de veiller à l'exécution des travaux que nécessiteront l'érection" et ajouter à leur place les mots "de louer et de veiller à l'ameublement."

M. Brashear fait la motion de déposer le dit amendement sur le bureau.

Cette motion prévaut.

Sur motion la troisième section est adoptée.

La quatrième et dernière section du dit bill, conçue ainsi qu'il suit, est lue et adoptée :

Section 3. Que dans le cas où il surviendrait une vacance pendant le recès de la législature, parmi les commissaires nommés, soit par cause de mort, de démission ou de refus, le gouverneur est et demeure autorisé à remplir la dite vacance.

Sur motion et après dispense des règles, le dit acte est lu 3me lecture et passé.

Sur motion de M. Marks et après dispense des règles, le secrétaire informe la Chambre du concours du Sénat au dit bill.

M. Taylor présente une pétition de Baptiste Adelle, paroisse Natchitoches, demandant à émanciper Desirée Antoine et ses enfants.

Sur motion la dite pétition est renvoyée au comité judiciaire.

M. Soniat, au nom du